



Date de dépôt : 29 mai 2026

Rapport

**de la commission des travaux chargée d'étudier le projet de loi du
Conseil d'Etat ouvrant un crédit d'investissement de
6 285 000 francs pour l'évolution du système d'information des
Archives d'Etat de Genève**

Rapport de Grégoire Carasso (page 3)

Projet de loi (13783-A)

ouvrant un crédit d'investissement de 6 285 000 francs pour l'évolution du système d'information des Archives d'Etat de Genève

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
décrète ce qui suit :

Art. 1 Crédit d'investissement

Un crédit global de 6 285 000 francs (y compris TVA et renchérissement) est ouvert au Conseil d'Etat pour l'évolution du système d'information des Archives d'Etat de Genève.

Art. 2 Planification financière

¹ Ce crédit d'investissement est inscrit sous la politique publique A – Autorités et gouvernance et les rubriques 0415-5060 « Equipements informatiques » et 0415-5200 « Logiciels et applications ».

² L'exécution de ce crédit est suivie au travers d'un numéro de projet correspondant au numéro de la présente loi

Art. 3 Amortissement

L'amortissement de l'investissement est calculé chaque année sur la valeur d'acquisition (ou initiale) selon la méthode linéaire et est porté au compte de fonctionnement.

Art. 4 Suivi périodique

¹ Une fois l'an, les bénéficiaires du crédit d'investissement rendent compte de son utilisation à la commission du Grand Conseil qui a préavisé le projet de loi. Ce suivi porte notamment sur l'état de réalisation des projets, la consommation des ressources accordées et la planification retenue pour l'année suivante.

² Ce bilan conditionne la libération de la tranche prévue pour l'année suivante, selon la planification retenue.

Art. 5 Loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat

La présente loi est soumise aux dispositions de la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat, du 4 octobre 2013.

Rapport de Grégoire Carasso

La commission des travaux (ci-après la commission) a examiné le projet de loi 13783 ouvrant un crédit d'investissement de 6 285 000 francs pour l'évolution du système d'information des Archives d'Etat de Genève lors de sa séance du 19 mai 2026 sous la présidence de M. Jean-Louis Fazio. Le procès-verbal a été pris par M. Nicola Martinez. La commission a été assistée dans ses travaux par son secrétaire, M. Stefano Gorgone. Que toutes ces personnes soient chaleureusement remerciées du soutien apporté.

Audition de MM. Pierre Flückiger, archiviste d'Etat, Jan-Philyp Nyffenegger, directeur DOSI CHA, Daniel Kupper, directeur a.i. direction relations utilisateurs métiers OCSIN, Eric Grillère, chef de service DRUM OCSIN, et de M^{me} Sylvie Marechal Jeribi, gestionnaire de service OCSIN

M. Flückiger indique en introduction que les archives d'Etat concernent mille ans d'histoire, allant du parchemin aux données numériques. Il s'agit à la fois d'histoire institutionnelle, de sources et de documents à valeur juridique, mais également de documents essentiels pour les citoyens, tels que les actes d'état civil. Les archives répondent à plus de mille demandes par année et n'assurent donc pas uniquement un rôle de conservation, mais également une mission tournée vers le patrimoine. L'accès à ce patrimoine nécessite des outils numériques, qui sont l'objet de ce projet (voir annexe 1).

M. Nyffenegger explique que la refonte du système est indispensable. Il relève en premier lieu que le système d'information est en fin de vie, les premières briques ayant été mises en place en 1988. Il précise que les derniers investissements remontent à 2003 et qu'un travail de traitement partiel de l'obsolescence de certains composants techniques a été réalisé en 2022, sans toutefois permettre de répondre au besoin d'une refonte complète du système d'information. Il évoque ensuite un risque opérationnel immédiat, la société assurant une partie de la maintenance du système n'existant plus. Il indique qu'un contrat a été conclu avec un ancien collaborateur de cette société, désormais à la retraite, ce qui entraîne des difficultés importantes de maintenabilité et un risque de perte de compétences clés. Il ajoute qu'un changement d'échelle numérique est en cours, avec le passage progressif d'archives papier ou sur parchemin à des données exclusivement numériques, ce qui soulève des enjeux de gouvernance, de sécurité juridique et de continuité de l'Etat.

M. Nyffenegger précise que les outils actuels ne répondent plus ni aux exigences des missions des AEG, ni aux standards informatiques actuels. Il rappelle que la présentation mentionne les différentes dates de mise en service des outils concernés afin d'illustrer leur obsolescence technologique.

M. Flückiger explique que les outils développés au fil des années sont fragmentés. Il indique notamment que, pour mettre en ligne les images numérisées via la base de données des archives, chaque fichier doit être renommé manuellement, transféré, puis rattaché à chaque fiche descriptive avant de vérifier son intégration dans le système. Il souligne que plus de 1 000 000 d'images sont actuellement disponibles en ligne, ce qui nécessite des ressources humaines considérables. Il ajoute qu'il en va de même pour les données nées numériques, chaque fichier devant être traité manuellement, transformé dans un format spécifique, validé, renommé, puis renvoyé sur une plateforme de pérennisation. Il précise que cette solution, appelée Gal@tae, a plus de dix ans et ne répond plus à la production exponentielle de données numériques de l'administration.

M. Flückiger présente ensuite la vision d'avenir issue de la réalisation d'un plan directeur métier. Il indique que, pour les bénéficiaires, l'objectif est de garantir l'accès au patrimoine informationnel tout en tenant compte de l'accroissement des données, de moderniser la base de données publique et d'assurer la transparence ainsi que la protection des données personnelles. Concernant les archives et leurs collaborateurs, il précise qu'il est nécessaire de leur fournir les moyens de gérer un système moderne capable d'intégrer des technologies émergentes telles que l'intelligence artificielle. Enfin, pour l'écosystème, il estime qu'il convient de faire des archives une infrastructure centrale de la donnée publique, sécurisée et capable d'accompagner l'ensemble du cycle de vie numérique de l'Etat.

M^{me} Marechal Jeribi présente les différentes étapes du projet. Elle indique qu'en 2021 et 2022, le PDSIC a permis de définir une vision stratégique ainsi que les enjeux futurs liés au domaine des archives d'Etat de Genève. Elle précise qu'un travail a ensuite été mené sur le projet de loi et son exposé des motifs. Une enquête a également été réalisée auprès des cantons suisses afin d'identifier les solutions utilisées en matière de systèmes d'information, tandis qu'une étude de marché a permis d'analyser les solutions existantes. Elle explique que ce travail a été mené en collaboration avec les métiers, dans le cadre d'ateliers, afin d'aboutir à l'exposé des motifs présenté à la commission. Elle ajoute que le projet de loi a été déposé au Conseil d'Etat le 25 mars 2026 et qu'il est présenté ce jour à la commission. Elle précise que la réalisation est prévue entre 2027 et 2030, avec pour objectif de remplacer le système d'information actuel devenu obsolète et de mettre en place les différentes

briques fonctionnelles nécessaires. Elle indique qu'un appel d'offres sera lancé afin de sélectionner une ou plusieurs solutions couvrant les différents groupes fonctionnels présentés.

M^{me} Marechal Jeribi explique que la première brique concerne la gestion des versements des archives par les contributeurs, qu'il s'agisse d'archives papier ou numériques. Elle précise que la deuxième brique correspond à la base de données regroupant l'ensemble des données descriptives des archives conservées physiquement ou sous forme numérique, constituant ainsi le cœur du métier.

Elle indique ensuite que les deux briques suivantes concernent la gestion des stockages de conservation. La première porte sur les archives papier, représentant actuellement 30 km linéaires conservés dans cinq dépôts distincts à Genève. Elle précise qu'une brique logicielle est nécessaire afin de gérer les cotes, de localiser les documents, d'assurer leur mise à disposition pour les citoyens et de suivre les taux de remplissage des différents dépôts. La seconde concerne la gestion du stockage numérique et la conservation des archives nativement numériques. Elle souligne l'importance particulière de cette brique compte tenu de la croissance exponentielle attendue des données numériques. Elle précise qu'à ce jour, les volumes restent limités et concernent notamment les HUG et la FAO, mais qu'ils augmenteront fortement à l'avenir. Elle ajoute que les archives nativement numériques sont actuellement conservées auprès des Archives fédérales suisses, solution garantissant la pérennité et la sécurité des données.

M^{me} Marechal Jeribi indique que la brique relative à la numérisation des images vise à numériser les archives papier afin de permettre la diffusion de l'information. Elle précise que cette brique interagit directement avec la gestion de la diffusion, également appelée salle de lecture virtuelle, ainsi qu'avec l'AIS. Elle mentionne enfin les dernières briques consacrées au reporting, à l'analyse et à certaines applications métiers annexes. Elle souligne que l'objectif est de permettre l'interaction entre les différentes briques, d'automatiser les processus lorsque cela est possible et de rendre le système plus moderne et évolutif.

M. Flückiger présente les bénéfices attendus du projet. Il indique que, pour les bénéficiaires, il s'agit de faciliter et d'élargir l'accès aux données ainsi que d'améliorer l'expérience utilisateur grâce à une salle de lecture virtuelle performante et accessible. Concernant l'Etat, il souligne la conformité et la sécurité juridique du système, grâce à un alignement avec les exigences légales, réglementaires et jurisprudentielles actuelles et futures. Il ajoute que le projet permettra également d'assurer la pérennité du service public en répondant à l'obsolescence technologique et en renforçant la continuité de

l'Etat. Enfin, pour les collaborateurs, il évoque une amélioration de l'efficacité opérationnelle grâce à un système capable d'absorber la croissance des archives nativement numériques, ainsi qu'une valorisation des compétences par la réduction des tâches répétitives au profit d'activités à plus forte valeur ajoutée.

M^{me} Marechal Jeribi présente les moyens nécessaires à la mise en œuvre de cette refonte. Elle indique que le projet de loi prévoit un investissement de 6 285 000 sur quatre ans. Elle précise que les principales dépenses concernent l'acquisition de la ou des solutions éditrices qui interviendra dès le début du projet après le lancement de l'appel d'offres et le choix des solutions. Elle ajoute qu'une part importante des coûts concerne également l'externalisation des prestations, comprenant l'équipe de pilotage du projet ainsi que les développements spécifiques nécessaires à l'intégration et à l'interconnexion des différentes briques fonctionnelles. Elle mentionne enfin une ligne consacrée aux collaborateurs internes, destinée à assurer la montée en compétences sur les nouvelles solutions afin d'en faciliter la gestion à long terme.

M^{me} Marechal Jeribi indique que le fonctionnement induit par le nouveau système d'information comprend, dès 2028, un coût de maintenance éditeur lié à l'acquisition des licences, estimé à 248 000 par année. Elle précise que ce montant augmentera à partir de 2031, une fois la solution entièrement déployée, avec l'ajout du coût de la nouvelle passerelle AFS. Elle mentionne également un demi-ETP représentant un coût annuel de 77 000 dès 2028. Il s'agit d'un poste de business analyst.

M. Nyffenegger présente ensuite le coût de l'inaction. Il indique que, pour les bénéficiaires, il existe un risque de perte d'accès et de capacités de versement des archives, tant pour le public que pour les services de l'administration publique. Concernant l'Etat, il évoque une augmentation continue des coûts informatiques liée à l'obsolescence des systèmes ainsi que des besoins potentiellement accrus en ressources humaines pour absorber la croissance exponentielle des archives nativement numériques. Il souligne également le risque de rupture de service, susceptible d'avoir un impact direct sur la crédibilité de l'Etat et sur ses responsabilités en matière de conservation des données et des documents à valeur juridique. Il rappelle à cet égard que le pouvoir judiciaire peut être amené à demander des pièces et que les archives doivent être en mesure de les fournir. Enfin, il précise que les collaborateurs pourraient ne plus être en mesure d'assumer les missions qui leur sont confiées.

M. Flückiger conclut en indiquant qu'avec un patrimoine millénaire à gérer, le nouveau SIC des AEG garantira la pérennité de la mission des archives d'Etat en sécurisant durablement les services associés face aux risques

d'obsolescence et de rupture de service. Il estime que l'Etat renforcera ainsi sa mémoire institutionnelle, sécurisera ses obligations légales et garantira un service public de l'information durable, accessible et maîtrisé. Il ajoute que l'Etat disposera d'un SIC robuste, pérenne et évolutif, capable d'absorber l'accroissement des archives nativement numériques tout en limitant l'augmentation des ressources humaines nécessaires et en répondant aux prestations attendues par les différents publics.

Un député UDC interroge les auditionnés au sujet des coûts du projet de loi. Il relève que l'exposé des motifs mentionne un montant de 2 225 000 francs consacré à l'analyse, au management et à la qualité et demande ce que recouvre cette rubrique.

M^{me} Marechal Jeribi explique qu'il existe deux types de tableaux, l'un servant au chiffrage de la solution et l'autre correspondant aux tableaux formels. Elle précise que cette rubrique comprend l'équipe de pilotage, composée notamment d'un program manager et d'un architecte, ainsi que le business analyst. Elle indique que ce dernier sera chargé de l'analyse fonctionnelle, soit de traduire les besoins métiers en fonction de la solution retenue. Elle ajoute que des ingénieurs interviennent également au niveau des briques OCSIN. Elle précise enfin que les tableaux sont présentés différemment dans les documents formels, les montants étant répartis de manière différente, bien que le résultat final soit identique.

M. Nyffenegger précise que le demi-poste de business analyst correspond à une charge induite après le projet. Il explique que cette personne sera formée durant le projet afin d'assurer ensuite la gestion future de la solution informatique.

Le député UDC relève qu'il est également fait mention, en page 17, d'un poste d'archiviste informaticien.

M. Nyffenegger explique qu'il s'agit de l'accompagnement des archives d'Etat dans le cadre de la préparation et de la gestion du déménagement vers le nouvel hôtel des archives. Il indique que l'ensemble des forces des archives d'Etat sera mobilisé sur cette opération. Dès lors, afin d'absorber le surcroît de travail lié au projet informatique, un poste dédié aux archives d'Etat est prévu dans le fonctionnement lié au projet.

Un député PLR revient sur les éléments précédemment évoqués. Il indique avoir lu que l'ETP auxiliaire n'était pas prévu au PFQ alors que le 0,5 ETP n'aurait pas d'incidence sur le budget des archives, bien qu'il figure dans le fonctionnement lié. Il relève dès lors que cela aura nécessairement une incidence sur le budget des archives.

M. Nyffenegger précise que le 0,5 ETP figure au PFQ de l'OCSIN.

Le député PLR demande alors qui assurera la gestion de la solution actuelle et quel sera précisément le rôle de cette personne, notamment si elle aura vocation à remplacer quelqu'un.

M. Grillère explique qu'une personne sera récupérée à la suite du départ à la retraite, dans deux ans, d'un collaborateur de la chancellerie. Il précise que ce demi-poste sera ensuite restitué à l'OCSIN, de sorte qu'il n'y aura finalement pas de surcoût.

Le député PLR relève que, dans ce cas, il devrait même s'agir d'une économie. Il indique toutefois avoir de la peine à comprendre pourquoi certains éléments non prévus au PFQ sont présentés de cette manière. Il ajoute qu'il est fait mention des besoins après le projet, mais pas durant la période couverte par le PFQ.

M. Nyffenegger explique qu'au moment de la rédaction, cet élément n'était effectivement pas inscrit au PFQ. Il rappelle que le Conseil d'Etat procède actuellement à différents arbitrages afin de maintenir un PFQ constant dans chaque département. Il indique qu'à ce stade, 0,5 ETP a été sécurisé et que des discussions sont encore en cours afin d'obtenir 0,5 ETP supplémentaire. Il précise que le besoin d'accompagnement correspondant à 1 ETP n'est pas encore officiellement inscrit au PFQ, mais qu'un demi-poste devrait y figurer d'ici l'été au sein du PFQ de la chancellerie.

Le député PLR relève qu'il est étonnant que le 0,5 ETP lié à l'OCSIN ait été anticipé dans le cadre du projet, alors que l'ETP auxiliaire nécessaire pendant la durée du projet ne l'a pas été. Il ajoute que, logiquement, si une économie de 0,5 ETP est réalisée à la chancellerie, celle-ci devrait également apparaître dans le PFQ.

M. Kupper explique qu'au moment de la rédaction du projet de loi, une vision complète des besoins des archives avait été établie. Il rappelle qu'un outil obsolète est actuellement en place et qu'une nouvelle équipe sera nécessaire pour maintenir la future solution informatique. Il précise qu'au moment de la rédaction du projet de loi, le futur départ à la retraite n'était pas encore connu et qu'il n'était donc pas possible d'intégrer cette compensation dans le projet. Il ajoute qu'il est désormais établi que ce poste pourra être compensé grâce à ce départ à la retraite.

Le député PLR pose ensuite une question au sujet des solutions existantes dans les autres cantons. Il relève qu'il est indiqué qu'il pourrait s'agir d'une solution du marché avec certaines adaptations. Il indique espérer qu'il s'agira effectivement d'une solution existante et s'interroge sur les différences entre les archives d'Etat de Genève et celles d'autres cantons, comme Fribourg.

M^{me} Marechal Jeribi répond qu'il existe effectivement des solutions sur le marché. Elle précise qu'un appel d'offres sera lancé, mais qu'il n'est pas encore déterminé s'il s'agira d'une solution unique ou d'un assemblage de différentes briques issues de solutions existantes afin de créer une solution adaptée à Genève.

Le député PLR demande alors quelles sont les spécificités genevoises par rapport aux autres cantons.

M. Flückiger répond qu'il existe d'importantes différences d'échelle entre les cantons. Il indique notamment que les archives de Zurich comptent environ deux fois plus de collaborateurs que celles de Genève, tandis qu'à Neuchâtel, les effectifs sont très réduits. Il estime dès lors qu'il est difficile de comparer des situations aussi différentes.

M. Nyffenegger indique que le message est qu'il est clairement possible de recourir à des solutions du marché. Il précise qu'il existe un savoir-faire disponible sur le marché qui répond aux besoins de l'OCSIN et dont celui-ci ne dispose pas en interne. Il ajoute que l'orientation retenue est donc d'aller dans cette direction.

Un député Ve s'interroge sur le coût énergétique du projet. Il rappelle que les besoins de stockage connaissent une croissance exponentielle et mentionne le contexte genevois, où les demandes de raccordement pour des centres de données adressées aux SIG atteignent un niveau équivalent à la consommation actuelle totale du canton. Il évoque dès lors une limite structurelle aux capacités de stockage à Genève et un mur énergétique. Il précise que si la croissance des données numériques natives lui paraît difficilement évitable, des choix restent possibles quant à ce qui doit être archivé ou non. Il souligne en particulier que le principal levier de décision se situe selon lui au niveau de l'usage de l'intelligence artificielle. Il rappelle qu'auparavant, sans l'IA, l'accès aux données répondait déjà aux besoins, et exprime des préoccupations quant à l'augmentation de la consommation énergétique liée à ces outils. Il demande ainsi si une marge de manœuvre a été identifiée afin de permettre un accès aux données actuel et futur sans recourir à des outils d'IA qui augmenteraient fortement la consommation énergétique pour des gains qu'il estime limités.

M. Kupper répond que, dans la stratégie de l'OCSIN, l'intégration des nouvelles technologies est jugée nécessaire, compte tenu de leur potentiel. Il ajoute qu'il serait également problématique de les ignorer, mais qu'une vigilance est de mise afin d'éviter des usages excessifs. Il précise que l'orientation retenue consiste à privilégier des solutions d'IA moins énergivores et moins dépendantes de modèles américains. Il souligne qu'il ne

s'agit pas d'intégrer l'IA pour elle-même, mais uniquement lorsqu'elle répond à un besoin identifié.

M. Nyffenegger complète en indiquant que l'IA peut contribuer au travail de tri des archives. Il précise que l'objectif est d'affiner ce tri, sachant qu'environ 7% seulement des documents ont vocation à être conservés. Il indique que l'IA constitue un outil permettant d'améliorer ce processus de sélection.

Le député Ve demeure peu rassuré. Il souligne que les besoins de stockage risquent de peser sur les générations futures et rappelle les objectifs de décarbonation du canton de Genève, indiquant qu'il reste préoccupé par les éléments présentés.

Une députée PS pose une question en lien avec la question des archives elles-mêmes. Elle indique comprendre la nécessité de conserver les archives ainsi que l'intérêt de pouvoir les consulter à distance et de travailler sur place en salle de consultation. Elle demande si le système envisagé permet de répondre aux besoins actuels dès à présent ou s'il existe des difficultés à articuler l'existant avec le nouvel Hôtel des archives.

M. Flückiger répond qu'il y aura toujours une salle de consultation physique. Il précise que les systèmes de consultation à distance répondent aux attentes actuelles du public, qui exprime une demande croissante d'accès aux informations depuis son domicile. Il souligne qu'il s'agit d'une évolution des attentes des usagers par rapport au passé et qu'un accès à distance est désormais indispensable.

La députée PS demande si, une fois ces systèmes installés, ils seront transposables dans le nouveau bâtiment.

M. Nyffenegger répond par l'affirmative et indique qu'il n'y aura pas de problème à ce niveau, cet aspect faisant partie intégrante du projet.

Un député LC indique que l'externalisation représenterait environ 75% du budget et s'interroge sur la marge de manœuvre réelle. Il demande également sur quelles références repose le chiffre présenté,

M. Kupper explique que le chiffre repose sur l'évaluation des ressources internes disponibles et sur l'ajout des compétences manquantes en externe. Il précise que la part d'externalisation est élevée en raison du faible volume de ressources internes disponibles. Il ajoute que, concernant les solutions, il existe une différence avec d'autres offices dans la mesure où les évolutions technologiques sont très rapides et qu'il est difficile de se projeter sur des solutions stables dans le temps. Il indique que les solutions actuelles sont évaluées en fonction de leur coût et des volumes attendus. C'est sur cette base que le chiffre a été établi.

Le député LC s'interroge sur la nature répétitive du travail et demande si, dans cinq ans, avec le nouveau système, les effectifs seront suffisants ou s'il faudra envisager une réduction du personnel.

M. Flückiger répond que le métier est en évolution constante et que la part informatique prend une importance croissante. Il précise que les compétences des archivistes évolueront également vers davantage de compétences informatiques.

Vote

1^{er} débat

Le président met aux voix l'entrée en matière du PL 13783 :

Pour :	14 (1 UDC, 4 PLR, 1 LC, 2 MCG, 2 Ve, 3 PS, 1 LJS)
Contre :	0
Abstentions :	0

L'entrée en matière est acceptée.

2^e débat

Le président procède au vote du 2^e débat :

Titre et préambule	Pas d'opposition, adopté
Article 1	Pas d'opposition, adopté
Article 2	Pas d'opposition, adopté
Article 3	Pas d'opposition, adopté
Article 4	Pas d'opposition, adopté
Article 5	Pas d'opposition, adopté

3^e débat

Le président met aux voix l'ensemble du PL 13783 :

Oui :	13 (1 UDC, 4 PLR, 1 LC, 2 MCG, 1 Ve, 3 S, 1 LJS)
Non :	0
Abstention :	1 (1 Ve)

Le PL 13783 est accepté.



L'OCSIN | Département des institutions et du numérique

OCSIN

Commission des travaux, le 19 mai 2026

Projet de loi 13783

Evolution du système d'information et de communication des
Archives d'Etat de Genève

Introduction

2

► Pourquoi cette refonte est indispensable aujourd'hui ?

Les AEG assurent l'archivage des documents à valeur juridique, historique et culturelle. Aujourd'hui cette mission est fragilisée par 3 faits majeurs :

1. **SIC en fin de vie** (mis en place en 1988): dernier investissement significatif en 2003 avec l'ouverture au public de la base de données des Archives. En 2022, traitement de l'obsolescence partielle de certains composants techniques.
2. Risque opérationnel immédiat: la solution actuelle est **difficilement maintenable avec la perte de compétences clés sur un produit obsolète**.
3. **Changement d'échelle numérique**: la croissance des **documents nés-numériques** dépasse les capacités actuelles de traitement et de conservation.

Aujourd'hui, ce n'est plus seulement un enjeu technique, mais un enjeu de **gouvernance, de sécurité juridique et de continuité de l'État**.

Sommaire

01 Contexte général	02 Vision d'avenir	03 Principes directeurs	04 Chemin proposé
05 Bénéfices attendus	06 Moyens nécessaires	07 Coût de l'inaction	08 Conclusion

Contexte général

Le système actuel atteint ses limites.

- Des outils qui ne répondent plus ni aux exigences des missions des AEG ni aux standards informatiques actuels

Faiblesse des SICS existants	Conséquences
Obsolescence technologique	Besoin de renforcer la continuité de service et la sécurité de l'information
Fragmentation des outils / Processus manuels et hétérogènes	Besoin de renforcer l'efficience dans la délivrance des prestations
Solution inadaptée au traitement des documents nés-numériques	Besoin d'un système plus moderne permettant d'accroître la capacité de traitement des AEG

Date de mise en service
Webtop: 1988
Atelier de numérisation: 2005
Adhémair: 2006
<u>Gal@tae: 2014</u>



Vision d'avenir



Pour les bénéficiaires : Garantie de l'accès au patrimoine informationnel tenant compte de l'accroissement des volumes de données, et modernisation de la salle de lecture virtuelle



Pour le politique : garantir, dans la durée, la **transparence, la sécurité juridique et la gouvernance informationnelle** de l'État au service des citoyens



Pour les collaboratrices et collaborateurs : Intégration d'un système archivistique moderne respectant les normes actuelles, et intégrant les technologies émergentes dont l'Intelligence Artificielle



Pour l'écosystème : faire des AEG une **infrastructure centrale de la donnée publique**, sécurisée et capable d'accompagner l'ensemble du cycle de vie numérique de l'État

Principes directeurs



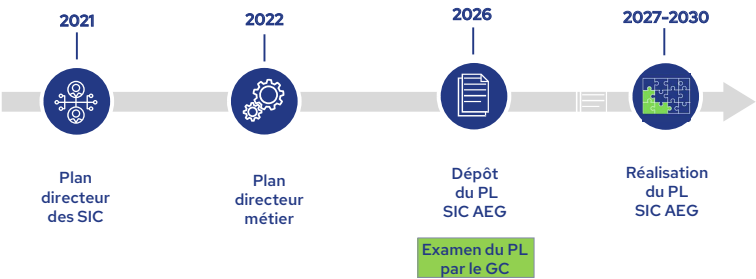
La mission des archives d'Etat est définie par la loi sur les archives publiques (LArch)

► Garantir la mémoire, la preuve et l'accès à l'information de l'Etat dans la durée

Fiabilité et valeur probantes des archives	Sécurité et maîtrise des données	Traçabilité et responsabilité de l'action publique
Accès équitable à l'information	Respect strict de la protection des données	Service aux citoyennes et citoyens

Chemin proposé (1/2)

► Les étapes



Chemin proposé (2/2)

Le projet est progressif et réaliste, tenant compte de tous les enjeux propres au métier.



Bénéfices attendus

Nous modernisons sans désorganiser.



- Pour les bénéficiaires :
 - ✓ Accès facilité et étendu aux données
 - ✓ Expérience utilisateur améliorée: une salle de lecture virtuelle performante et accessible
- Pour l'État :
 - ✓ Conformité et sécurité juridique: alignement avec les exigences légales, réglementaires et jurisprudentielles (actuelles et futures)
 - ✓ Pérennité du service public: une réponse à l'obsolescence technologique et un renforcement de la continuité de l'Etat
- Pour les collaboratrices et collaborateurs :
 - ✓ Efficience opérationnelle: un système capable d'absorber la croissance des archives nativement numériques
 - ✓ Valorisation des compétences: moins de tâches répétitives, plus de temps consacré à des activités à forte valeur ajoutée

Moyens nécessaires (1/3)



Investissement

Dépenses d'investissement (avec provisions pour risque intégrées)						
(en milliers de francs)	2027	2028	2029	2030	Total	%
Collaborateurs internes	75	99	91	91	356	6%
Externalisation de prestations	1 186	1 205	1 197	1 205	4 793	76%
Equipements informatiques	41				41	1%
Logiciels, applications	1 095				1 095	17%
Total	2 397	1 304	1 288	1 296	6 285	100%

Moyens nécessaires (2/3)



Fonctionnement induit

Charges de fonctionnement induites supplémentaires					
(en milliers de francs)	2027	2028	2029	2030	Années suivantes
Fonctionnement induit OCSIN	1	326	326	326	429
Charges de personnel (nat. 30)	0	77	77	77	77
Prestations de tiers (nat. 313)	0	0	0	0	1
Maintenance (nat. 315)	0	248	248	248	350
Souscriptions/Licences (nat. 316)	1	1	1	1	1
Total intermédiaire hors intérêt et amortissements	1	326	326	326	429
Intérêts et amortissements (natures 33 et 34)	16	521	800	1 075	1 343
Total des charges de fonctionnement induites	17	847	1 126	1 401	1 772

➤ ETP supplémentaire et charges sur la nature 31 inscrits au PFQ 2027-2030

Moyens nécessaires (3/3)



Récapitulatif

Planification des dépenses d'investissement et des charges de fonctionnement liées et induites					
(en milliers de francs)	2027	2028	2029	2030	Années suivantes
Investissement	2 397	1 304	1 288	1 296	-
Fonctionnement lié (existant et supplémentaire)	153	153	153	153	-
Fonctionnement induit supplémentaire (natures 30, 31, 4*)	1	326	326	326	429
Intérêts et amortissements (natures 33 et 34)	16	521	800	1 075	1 343
Total fonctionnement	170	1 000	1 279	1 554	1 772

Coût de l'inaction

Le coût de l'inaction n'est jamais inscrit au budget, mais il est au final financé par l'institution

► Pour les bénéficiaires :

- ✗ **Un risque de perte de l'accès et des capacités de versement des archives**, pour le public comme pour les services de l'administration publique

► Pour l'État :

- ✗ Une **augmentation continue des coûts informatiques** liée à l'obsolescence des systèmes,
- ✗ Des coûts en ressources humaines potentiellement plus importants pour absorber la croissance exponentielle des archives nées numériques
- ✗ **Un risque de rupture de service**, avec un impact direct sur la crédibilité de l'État et ses responsabilités (conservation et/ou perte des données et documents à valeur juridique)

► Pour les collaboratrices et collaborateurs :

- ✗ Impossibilité d'assumer les missions qui leur sont confiées

Conclusion

Avec un **patrimoine millénaire** à gérer, le nouveau SIC des AEG garantira la **pérennité de la mission des archives d'État**, en sécurisant durablement les services associés face aux risques d'obsolescence et de rupture de service.

L'État renforcera sa mémoire institutionnelle, **sécurisera** ses obligations légales, **garantira** un service public de l'information durable, accessible et maîtrisé.

L'État disposera d'un SIC **robuste, pérenne et évolutif**, capable :

- ✓ d'absorber l'**accroissement** des archives nativement numériques, en limitant l'augmentation des **ressources humaines** nécessaires.
- ✓ de répondre aux prestations attendues par les différents publics.



Des questions ?

**Merci de
votre attention**

Pierre Flückinger et Jan-Philyp Nyffenegger (CHA)
Daniel Kupper (OCSIN)
Eric Grillère et Sylvie Maréchal Jeribi (OCSIN)